

## 14ème législature

|  |  |  |
|--|--|--|
| <b>Question N° :</b><br><b>1804</b>  | De <b>M. Maurice Leroy</b> ( Union des démocrates et indépendants - Loir-et-Cher ) | <b>Question écrite</b>                               |
| <b>Ministère interrogé</b> > Économie et finances  |  | <b>Ministère attributaire</b> > Économie et finances |
| <b>Rubrique</b> >TVA   | <b>Tête d'analyse</b> >taux  | <b>Analyse</b> > équidés. politiques communautaires. |
| Question publiée au JO le : <b>24/07/2012</b><br>Réponse publiée au JO le : <b>23/10/2012</b> page : <b>5940</b> |  |  |

### Texte de la question

M. Maurice Leroy attire l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur la modification du taux de TVA appliquée aux activités équestres. La filière équine profite d'un taux réduit de TVA, en raison de sa nature agricole. Or la Commission européenne a choisi d'engager des poursuites à l'encontre de la France et lui demande d'appliquer un taux plein aux ventes de chevaux avant le 1er juillet 2012. Outrepassant la portée de l'arrêt de la CJUE, la Commission demande également de modifier le taux de 7 % applicable aux établissements équestres pour les cours d'équitation. Ainsi, les activités équestres ne seraient, ni agricoles, ni sportives et cette sanction aurait pour conséquence la hausse de l'imposition de la plupart des activités économiques liées aux chevaux, de 5,5 % à 19,6 %. Dans un secteur où les marges sont faibles, un tel surcoût serait immédiatement répercuté sur les non-professionnels et les particuliers, notamment au sein des centres équestres. L'application d'une TVA à taux plein, alors que celle-ci avait été réduite par la loi de finances pour 2012, va entraîner des difficultés financières pour de nombreux centres hippiques et pourrait mettre en cause leur existence. Il lui demande donc quelles mesures il entend prendre pour soutenir la filière équine française.

### Texte de la réponse

Dans sa décision du 8 mars 2012, la Cour a jugé qu'en appliquant le taux réduit de TVA aux opérations relatives aux chevaux non destinés à être utilisés dans la préparation des denrées alimentaires ou dans la production agricole, la République française a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu des dispositions de la directive communautaire de 2006 en matière de TVA. Tirant les conséquences de cette décision, le taux réduit de la TVA sera supprimé à compter du 1er janvier 2013 pour les gains de course et la vente de chevaux, à l'exception de ceux destinés à la boucherie ou encore utilisés dans la production agricole (labour, débardage...). Toutefois, une disposition spécifique a été introduite dans le code général des impôts depuis le 1er janvier 2012, par transposition de la faculté ouverte par la directive communautaire de TVA de 2006, de façon à continuer d'appliquer le taux réduit de la TVA à des prestations correspondant au droit d'utilisation des animaux à des fins d'activités physiques et sportives. Il n'est pas envisagé de supprimer cette disposition qui permet d'appliquer le taux réduit notamment aux activités des centres équestres, la Cour de justice de l'Union européenne ne s'étant pas prononcée sur ce dispositif.